

KINGSTON—LES INSTANCES DE L'ALLIANCE DE LA  
FONCTION PUBLIQUE EN FAVEUR DES GARDIENS  
PRIS COMME OTAGES LORS DE LA MUTINERIE

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Le solliciteur général nous dirait-il si le gouvernement a pris en considération la suggestion de la Section des services correctionnels de l'Alliance de la fonction publique d'accorder des indemnités et des vacances au personnel détenu comme otage pendant l'émeute à Kingston et, si oui, quelle est la position actuelle du gouvernement à l'égard de cette suggestion?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général):** Oui, monsieur le président, j'ai reçu une lettre de M. Paul Gascon, secrétaire exécutif de l'Association, et j'étudie actuellement sa proposition.

\* \* \*

LES FRUITS

LES FRAISES—LE DUMPING DE BAIES MEXICAINES ET LES  
FRUCTICULTEURS DE LA VALLÉE DU FRASER—  
LA QUESTION D'UNE SURTAXE

[Traduction]

**M. Jerry Pringle (Fraser Valley-Est):** Monsieur l'Orateur, ma question intéresse le ministre des Finances, mais, étant donné son caractère urgent, je vais l'adresser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Sait-il que les producteurs de fraises de la vallée du Fraser songent à abandonner cette culture parce que le gouvernement n'a pas imposé une surtaxe pour combattre le dumping de fraises du Mexique en cours actuellement, dit-on, que lui demandaient des représentants de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse?

Des voix: Bravo!

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, sauf erreur, le ministère des Finances étudie la situation avec la collaboration des ministères de l'Agriculture et de l'Industrie et du Commerce. Je demanderai au ministre de répondre à la question la prochaine fois qu'il se trouvera à la Chambre.

**M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre une question supplémentaire? Pendant qu'ils y sont, pourraient-ils étudier la question des œufs importés du Mexique?

\* \* \*

LES PÊCHES

L'ESPADON—L'AIDE AUX PÊCHEURS LÉSÉS PAR  
L'HYDRARGYRISME

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):** Monsieur l'Orateur, l'objet de ma question ne connaît pas de limi-

tes géographiques. Puis-je demander au ministre des Pêches et des Forêts quand il sera en mesure d'annoncer les dispositions à prendre pour venir en aide à quelque 350 pêcheurs d'espadon de la Nouvelle-Écosse?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** La semaine prochaine, je l'espère, monsieur l'Orateur. Nous avons reçu les recommandations de la commission d'étude conjointe du gouvernement et de l'industrie. Certaines nous semblent pratiques et nous y donnerons suite le plus tôt possible.

\* \* \*

LES AFFAIRES INDIENNES

LA TRANSFORMATION DE L'HÔPITAL DE COQUALEETZA  
EN CENTRE COMMUNAUTAIRE

[Français]

**M. André Fortin (Lotbinière):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Est-il en mesure d'affirmer, d'une façon catégorique, qu'une décision n'a pas encore été prise quant à la transformation de l'hôpital de Coqualeetza en centre communautaire, et ce à la demande des Indiens?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le président, il me fait plaisir de répondre à cette question, parce que l'honorable député, au début de la séance a posé la question de privilège ou invoqué le Règlement à ce sujet. Je dois dire que M. Bergevin, sous-ministre adjoint à la division des affaires indiennes et esquimaudes avait peut-être signé une lettre cette journée-là, mais il ne m'avait pas encore avisé de sa recommandation. Il m'a fait une recommandation spécifique depuis cette date, mais je dois dire à l'honorable député que la proposition faite par ce groupe d'Indiens de la région n'est pas acceptable par le gouvernement, parce qu'ils nous avaient promis qu'ils obtiendraient des fonds de diverses organisations, tant provinciales que fédérales et, en fin de compte, ils demandaient au ministère de payer toute la note, et nous n'avons pas les fonds suffisants pour ce faire à ce moment-ci.

Nous n'avons donc pas pu accepter la bâtisse, et elle appartient encore au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

**M. Fortin:** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre vient de dire qu'au moment d'écrire cette lettre aux Indiens, M. Bergevin ne l'avait pas consulté, et c'est ce qui expliquerait sa réponse du 24 mars. Cela veut-il dire qu'il se dissocie du contenu de la lettre de M. Bergevin ou si cette lettre vaut encore?

**L'hon. M. Chrétien:** Monsieur le président, de fait, depuis que j'ai reçu la lettre de M. Bergevin, j'ai moi-même adressé une lettre dans le même sens à M. Wilbur T. Campbell.